

## A la veille du Conseil ministériel des AE de l'Organisation Réunion de travail OTAN-pays méditerranéens

De notre envoyé spécial à Bruxelles Mohamed Tahar M. ANOUIR

L'intervention des experts, militaires comme hauts fonctionnaires de l'OTAN, hier, à Bruxelles, à la veille de l'ouverture du Conseil ministériel des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, a permis de resituer le cadre d'intervention de l'Alliance. Pour certains orateurs, dans la vision de l'opinion publique des pays de la rive sud méditerranéenne, l'Alliance continue à être assimilée à la période de la guerre froide. On néglige, disent-ils, les transformations importantes qui ont eu lieu. L'Organisation prend le temps d'organiser le dialogue et la concertation avec ses partenaires.

La paix, ont souligné les experts dans leur intervention, ainsi que la stabilité, ne sont pas choses acquises. Pour qu'elles soient réellement présentes, il faut consacrer énormément de temps au dialogue. Pour les experts, les défis augmentent : armes de destruction massive, terrorisme, sécurité énergétique, sont des questions fondamentales dont il convient de débattre, car la qualité de vie est intimement liée à ce type de problématique. La rareté des ressources pose elle aussi de redoutables questionnements. Il y a une tendance qui permet de passer de la simple notion de défense territoriale à une dimension beaucoup plus complexe pendant une longue période de temps.

Ces défis nécessitent des investissements importants humains comme financiers. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, 50.000 soldats sont mobilisés en Afghanistan, la Méditerranée, le Kosovo sont au centre des préoccupations au sein de l'Alliance pour différents raisons bien sûr. Tous les engagements pris au sein de l'Alliance et dans ce cadre, nécessitent une décision politique.

S'agissant du dialogue méditerranéen, en marge du Conseil des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Alliance, aura lieu vendredi, un déjeuner-débat avec les ministres des Affaires étrangères des pays de la rive sud de la Méditerranée et des pays du Golfe, compris dans l'initiative d'Istanbul.

À l'égard de ces partenaires, certains principes qui guident la relation ont été rappelés par les experts, en particulier les principes de la non-discrimination et de l'autodifférenciation. L'OTAN, estiment les experts, souhaite façonner son travail conformément aux besoins des populations des pays partenaires. Les mêmes experts rappellent qu'il n'y a pas un modèle unique de coopération. Cela se fait conformément aux besoins de chaque pays. Pour les orateurs, les deux initiatives se complètent, dialogue méditerranéen, comme initiative en direction des pays du Golfe. L'Alliance accueille favorablement l'inscription des questions intéressant le partenariat à des organismes ou institutions plus élargis : Union européenne, 5+5, G8 qui contribuent tous à la concrétisation de la paix.

S'agissant de l'Alliance, la dimension politique imprimée au dialogue depuis 2004, et élargit de façon régulière, permet de générer un large spectre d'activités de coopération. La dimension pratique de cette coopération est vue comme la mise sur le terrain des actions arrêtées. On dénombre au moins 700 actions initiées en 2007 en faveur des pays méditerranéens et de l'initiative d'Istanbul, concernant les pays du Golfe. Ce chiffre devrait être en hausse pour 2008 comme le démontrent de nouvelles demandes adressées à l'Alliance. Ces demandes ont été inspirées par l'élaboration de nouveaux programmes.

Ces dernières années, a été introduite

l'initiative de coopération individuelle, qui répond encore plus précisément aux besoins des populations et des pays. Il y a un intérêt manifeste qui est démontré. La conférence ministérielle qui se tient aujourd'hui et demain permettra de faire l'évaluation de ce qui a été entrepris au sein de l'Alliance. Le déjeuner de travail avec les chefs de la diplomatie des pays méditerranéens fera, lui, un état des lieux du dialogue, tracera les perspectives de développement, soulèvera les grands sujets de préoccupation qui se présentent aux pays membres. Il montrera l'importance qu'attache l'Alliance à ce type de partenariat.

L'OTAN a offert à Istanbul, lors du sommet de l'Alliance, des outils pour la coopération pratique et individualisée. Israël et l'Égypte ont été les premiers pays du dialogue à signer un accord avec l'OTAN pour la mise en place de programmes de coopération individualisée. Les autres pays sont en train de finaliser avec l'OTAN de tels programmes. Il s'agit de véritables instruments qui favorisent le développement. L'Algérie, elle-même, est sur un tel projet.

Pour les experts interrogés lors des débats, l'Alliance travaille uniquement dans le cadre des résolutions de l'ONU et sur mandat de celle-ci quand il s'agit d'interventions dans une partie du globe. Pour ces mêmes experts, certains accusent l'Alliance d'en faire trop, d'autres trop peu. L'OTAN ne peut imposer, disent-ils, de solutions contre la volonté internationale. Pour les experts, l'Afghanistan a ouvert à l'Alliance un immense champ de questions d'un nouveau type. L'Alliance est devenue aujourd'hui une organisation plus souple.

Il s'agit d'un processus d'évolution permanent, une série de réunions ministérielles, défense, diplomatie, déjeuner de travail avec les pays de la rive sud de la Méditerranée préparant le prochain sommet de l'Alliance, qui aura à répondre à des demandes d'adhésion. Pour les experts, la porte de l'OTAN reste ouverte, mais l'admission se fait au terme d'une préparation du pays candidat.

En dehors des partenariats classiques avec la Russie, l'Ukraine, les pays de la rive sud de la Méditerranée et ceux de l'Initiative d'Istanbul, l'Alliance annonce des coopératives avec l'Australie, le Japon, ce qui ouvre, est-il affirmé, de nouveaux horizons. Ces pays contribuent déjà aux opérations de l'OTAN qui fait de l'organisation, une institution en évolution permanente qui peut faire face aujourd'hui à des menaces très complexes : terrorisme, contrebande à grande échelle, trafic d'armes légères notamment. La coopération et le partenariat se font sur des questions importantes de formation de consultations bilatérales, soutien de la paix, l'aide apportée pour faire face à des catastrophes naturelles. 800 officiers ont participé à des actions en matière de coopération avec la Méditerranée. L'état de la coopération permet de penser que les chefs de la diplomatie des pays de la région et de l'Initiative d'Istanbul concernant les pays du Golfe, participent dans leur totalité au déjeuner de travail qui aura lieu en marge du Conseil, entre les pays membres de celui-ci et les partenaires méditerranéens.

Les contacts qui ont été initiés par le secrétaire général délégué de l'Alliance et les ambassadeurs des pays du Dialogue confirment la tendance, dont l'ambassadeur algérien. Lors de ce déjeuner de travail, le conflit israélo-palestinien ne sera pas à l'ordre du jour. On va se concentrer, disent les stratèges

de l'Alliance, sur la façon de renforcer le dialogue et comment renforcer la coopération pratique. Concernant la question de l'adhésion probable de la Libye, les experts de l'Alliance sont formels, les invitations ont été déclenchées en 1994 avec l'arrivée d'un certain nombre de pays, rejoints par l'Algérie en 2000. Ces adhésions au dialogue ont fait l'objet d'un consensus. Il n'y en a pas d'autres. Pour la Libye, il ne s'agit cependant pas d'une exclusion. Quant à l'Algérie, elle a, dès le début, joué un rôle très actif dans le cadre de ce Dialogue.

Elle vient de montrer, précisent les experts, un intérêt particulier à développer des actions de coopération individualisées. Il s'agit d'une offre de l'OTAN élargie à l'ensemble des pays de l'Alliance pour mieux cibler la coopération. Pour les stratèges de l'OTAN, il y a une confiance qui s'est instaurée entre l'Alliance et les pays de la rive sud Méditerranée et les pays du Golfe.

La question qui se pose est de savoir aujourd'hui comment approfondir cette relation. Les experts de l'OTAN ont posé lors du débat la question de la sécurité énergétique, évoquant qu'au sommet de Riga, il avait été demandé de progresser dans la discussion. Il a été évoqué la protection des gazoducs et oléoducs, des tankers. Ce sont des opérations en mer que les flottes navales doivent pouvoir protéger, de même que les infrastructures énergétiques essentielles.

Selon les stratèges de l'Alliance, le rôle que doit jouer l'OTAN n'a pas été défini encore. Il s'agit d'une discussion qui vient de débiter. Il est trop tôt, est-il précisé, de discuter de cela avec les pays producteurs. A propos de l'opération Activ Endeavor, de surveillance maritime, à laquelle s'est associée l'Algérie, qui a fait suite aux tragiques attentats de New York et Washington le 11 septembre 2001, a permis le contrôle de plus de 100.000 navires. 115 navires ont été arraisonnés. Il s'agit d'une opération, affirment les stratèges de l'Alliance, au caractère dissuasif prononcé. S'agissant de la coopération avec les pays du Golfe, on a tout intérêt à développer ce type de coopération, affirment les experts de l'OTAN et qu'on utilise les bases existantes, favoriser l'échange d'informations.

En écoutant nos partenaires on a beaucoup appris d'eux, confessent les experts de l'Alliance. Ce sont les pays du Golfe, qui nous ont aidé à comprendre exactement la situation en Afghanistan, note les responsables de l'Alliance. Le terrorisme est vu comme une menace pour l'ensemble des pays membres de l'OTAN. Il faut travailler dans la durée pour pouvoir espérer venir à bout de ce fléau qui fait l'objet d'une lutte à dimension internationale. Concernant le partenariat avec les pays méditerranéens et ceux du Golfe, dans sa grande partie, il est de nature militaire à ce stade. Si les pays méditerranéens et ceux du Golfe expriment la demande, estiment les experts de l'Alliance, on pourra les aider à créer leur collège de défense.

Il s'agira alors d'une structure partagée sur le plan des responsabilités, des structures, des méthodes pédagogiques. Les étudiants peuvent venir des pays membres de l'OTAN, comme des pays méditerranéens ou du Golfe. Moderniser leurs forces et coopérer avec l'Alliance, il s'agit là d'une alternative offerte aux partenaires de l'OTAN. C'est notre mission, affirment les experts, qui affirment ne pas avoir de solutions aux problèmes autrement que par le dialogue.

T. M. A.

## Réunion de l'Opep à Abou Dhabi Le statut «quo...ta»

● Les cours de pétrole ont retrouvé leur élan avec plus d'un dollar, après la décision de l'Opep de laisser inchangés ses volumes de production, malgré les appels répétés des pays consommateurs à plus de pétrole.

En effet, réunis à Abou Dhabi, les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (plus de 40% de la production mondiale) sont convenus de se retrouver de nouveau le 1<sup>er</sup> février à Vienne (Autriche) pour réévaluer la situation du marché, notamment l'impact de l'hiver sur la demande.

Cette organisation a donc opté pour la prudence face à la perspective d'un fort ralentissement de l'économie américaine qui pèserait négativement sur la demande de pétrole des pays riches. "A partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2008, nous aurons un excédent de 1,2 million de barils par jour, parce que la demande va baisser", a ainsi estimé l'analyste de l'Opep, Hassan Qabazard.

"Les Saoudiens, les seuls qui auraient pu pousser pour une hausse d'un demi-million de barils par jour, ont donc décidé de jouer la prudence", a remarqué James Crawford, courtier chez Inter Emirates.

La décision a aussi été confortée par la spectaculaire chute des prix la semaine dernière, après avoir frôlé 100 dollars, les cours ont ensuite perdu plus de 10 dollars.

En outre, la situation internationale plus calme a poussé les uns et les autres à plus de modération. "Il n'y a plus beaucoup de tensions géopolitiques à l'heure actuelle", a d'ailleurs noté un délégué nigérian.

Il faut dire aussi que l'Opep veut éviter une répétition du scénario catastrophe de la crise asiatique de 1997, quand elle avait augmenté sa production pour voir les prix s'effondrer jusqu'à 10 dollars le baril en 1999.

Aussi, cette organisation a ignoré les appels des pays industrialisés qui répètent depuis des mois que le marché a besoin de plus de pétrole pour l'hiver, rétorquant que le marché était suffisamment approvisionné. "Le marché n'est pas contrôlé par l'offre et la demande mais par les spéculateurs qui considèrent le pétrole comme un actif financier et font des paris", a accusé le secrétaire général, Abdallah el-Badri.

D'après Hassan Qabazard, "il n'y a pas eu de proposition en faveur d'une hausse" et "la décision a été rapide".

Mais jusqu'à hier matin, la décision semblait incertaine. Des délégués avaient affirmé qu'une hausse de l'ordre de 500.000 barils par jour était à l'étude pour calmer la flambée pétrolière des dernières semaines et faire taire les critiques qui accusent l'Opep d'alimenter cette hausse des prix en ne pompant pas assez de pétrole.

"Le message que l'Opep envoie aux marchés est que les prix ne sont pas encore assez élevés", estime Mike Rothman, analyste chez ISI, ignorant les autres paramètres du marché.

L'Organisation a par ailleurs attribué un quota à ses deux plus récents membres. L'Angola, qui a intégré l'Organisation en janvier, devra produire 1,9 million de barils par jour, et l'Equateur, qui a rejoint le cartel en novembre, 520.000 barils par jour. La production des douze pays sur treize désormais soumis aux quotas passe à 29,67 mbj contre 27,25 mbj auparavant.

En septembre, l'Organisation avait relevé d'un demi-million de barils par jour, soit à 27,25, la production des dix pays, alors soumis aux quotas.

Pour rappel, les membres de l'Opep (l'Arabie Saoudite, l'Angola, l'Irak, l'Iran, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Algérie, la Libye, l'Indonésie, le Venezuela, l'Equateur, le Nigeria et le Koweït) fournissent environ 40% du pétrole mondial, d'où leur influence prépondérante sur les marchés.

Amel Zemouri